



Transformer les conflits ayant des dimensions religieuses :
Méthodologie et expériences pratiques

Expérience dans le monde arabe

Abbas Aroua
Genève, 25 février 2009

La conception islamique de la religion “din” est à deux dimensions : verticale, entre l’individu et son Créateur, et horizontale, entre l’individu et les autres créatures. De ce fait, la religion, pour les musulmans, est à la fois une expérience spirituelle personnelle, source d’inspiration pour le comportement et l’action de l’individu, et une expérience collective fournissant un système de valeurs et un cadre normatif à la communauté, même en l’absence d’une institution religieuse obéissant à une autorité forte et une hiérarchie formelle, du moins dans la tradition sunnite. Elle est aussi une expérience collective dans la mesure où elle détermine une histoire, un récit et un langage partagés ainsi qu’une vision commune permettant une projection dans l’avenir et l’au-delà. Dans ce sens elle est considérée comme un (une valeur) refuge dans les moments difficiles, lorsque l’individu ou la collectivité se sent menacé, comme lors des conflits.

Les deux hypothèses suivantes sont prises comme point de part concernant les conflits :

- 1) Un conflit est une contradiction ou incompatibilité de buts pouvant prendre la forme d’intérêts / valeurs relevant du temporel ou du spirituel ;
- 2) Les positions affichées par les parties en conflit ne reflètent pas forcément, de façon explicite, les buts en contradiction et peuvent s’exprimer dans un langage relevant du temporel ou du spirituel.

Si l’on retreint l’espace de l’analyse à deux dimensions : a) religieuse (paramètre associé à

l’ordre spirituel), et b) politique, dans le sens le plus large du terme (paramètre associé à l’ordre temporel), alors les quatre configurations présentées dans le diagramme 1 sont théoriquement envisageables.

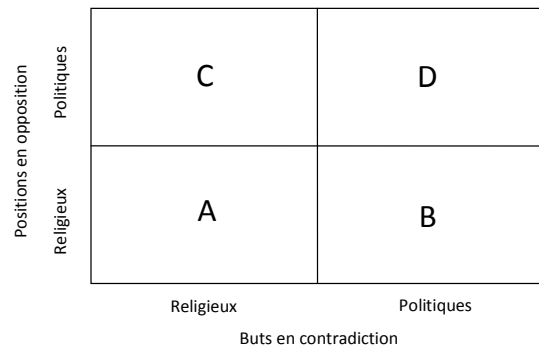


Diagramme 1. Catégories de conflits définies par la nature religieuse ou politique des buts en contradiction et des positions en opposition.

Il est utile au plan méthodologique de discerner les trois catégories de « conflits avec des dimensions religieuses » :

- A) Un conflit impliquant une contradiction de buts religieux, révélée en termes d’opposition de positions religieuses ;
- B) Un conflit impliquant une contradiction de buts politiques, révélée en termes d’opposition de positions religieuses ;
- C) Un conflit impliquant une contradiction de buts religieux, révélée en termes d’opposition de positions politiques.

D’autres configurations mixtes sont aussi envisageables impliquant à la fois des

contradictions de buts relevant du spirituel et du temporel, révélées en termes d'opposition de positions religieuses ou politiques (région centrale du digramme 1).

Sur la base de l'étude du phénomène appelé « Islam politique » et d'une expérience pratique avec un nombre de conflits dans le monde arabe (Algérie, Egypte, Yémen, Maroc, Somalie, Sunnites/Chiites, AlQaida/Administration US), la thèse soutenue est que la plupart des conflits dans / impliquant le monde arabe appartiennent à la catégorie B, même s'ils apparaissent comme faisant partie de la catégorie A. Cette fausse perception peut s'expliquer par :

- 1) L'effort insuffisant engagé pour analyser ce type de conflits et relever les vraies contradictions subjacentes ;
- 2) La volonté de l'une des parties en conflit de consacrer une telle perception, pour isoler l'autre partie et lui couper tout soutien voire toute compassion de l'opinion ;
- 3) La volonté d'une tierce partie à consacrer une telle perception, pour des motifs (légitimes ou non) souvent externes au conflit.

L'exemple le plus explicite et le plus proche concerne le conflit algérien qui a été présenté à l'opinion publique pendant plus d'une décennie, par les médias et aussi par des « experts » du monde arabe et musulman, des conflits, et du terrorisme, comme étant une guerre de religion, menée par des fanatiques moyenâgeux contre la république moderne. Or, il s'avère que ce conflit est de nature éminemment politique, les buts en contradiction relevant principalement du temporel et portant sur les libertés et droits fondamentaux comme le respect de l'identité, la participation politique, la distribution équitable de la richesse, etc. Par ailleurs dans *les deux* camps en conflit : pouvoir c. opposition on retrouve aussi bien des « islamistes » et des « laïques », ce qui prouve que la « fracture » algérienne n'est pas d'ordre idéologique, mais politique.

Le fait que ce type de conflits appartienne à la catégorie B peut s'expliquer par :

- 1) La non maîtrise du langage politique, due au verrouillage du champ politique et l'appauvrissement de la culture politique dans le monde arabe suite à des décennies d'occupation et de despotisme ;
- 2) La formulation des griefs et l'expression des revendications dans un langage religieux, maîtrisé et conçu comme un lien social, une source de légitimité et moyen de légitimation du discours ;

La méthode opérationnelle préconisée pour traiter ce type de conflits s'apparente aux méthodes transformationnelles utilisées en mathématiques et en sciences physiques pour faciliter la résolution des systèmes d'équations complexes. Ces méthodes consistent à transformer les équations et les reformuler dans un espace où leur résolution est plus facile, ensuite retransformer la solution et la reformuler dans l'espace initial. Dans le contexte d'une résolution de conflit, la méthode consiste en les étapes suivantes :

- 1) Se mettre à l'écoute directe des parties en conflit, séparément, et éviter tout relais pouvant altérer leur discours et constituer un biais ;
- 2) Décoder le langage utilisé par les parties en conflit et le traduire en termes de buts (transformation permettant le passage de l'espace religieux à l'espace politique) ;
- 3) Analyser les buts des parties en conflit et relever les contradictions ;
- 4) Procéder à la légitimation des buts des parties en conflit, dans leur(s) système(s) de droit respectifs ;
- 5) Trouver le moyen de transcender les contradictions (la tâche la plus difficile qui requiert expertise et sens de l'innovation) ;
- 6) Formuler la solution envisagée dans le langage utilisé par les parties, pour faciliter son acceptabilité (transformation inverse permettant de revenir de l'espace politique à l'espace religieux).

Ce processus de « décodage-recodage » requiert une maîtrise suffisante des systèmes sociopolitiques, juridiques, religieux et culturels en interaction ainsi qu'une familiarité avec le vocabulaire d'usage.